

PERFORMANCES EN PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La productivité a un rôle essentiel. Elle détermine le degré d'efficacité d'une économie ou d'une activité. Elle est la source de l'accroissement du bien-être, et son niveau témoigne des capacités concurrentielles internationales. Mais elle entretient des relations ambiguës avec l'emploi, car son augmentation, condition nécessaire de la croissance des profits et des emplois, peut aussi être cause de chômage à court terme.

L'indicateur de productivité est le rapport entre le volume de biens et services produits et celui d'un ou plusieurs facteurs qui concourent à sa production. Ainsi distingue-t-on la productivité du travail (horaire ou par tête) ou du capital, ou des consommations intermédiaires, ou encore de la totalité des facteurs. La mesure de toute productivité rencontre de grandes difficultés, méthodologiques et statistiques. Cependant les calculs que l'on peut faire à ce sujet, pour approximatifs qu'ils soient, fournissent des ordres de grandeur significatifs. C'est la productivité du travail qui est considérée ici, d'une part dans l'ensemble de l'économie (rapport du Pnb aux effectifs occupés), et d'autre part dans le secteur manufacturier (rapport de la valeur ajoutée par ce secteur à ses effectifs).

Aux États-Unis

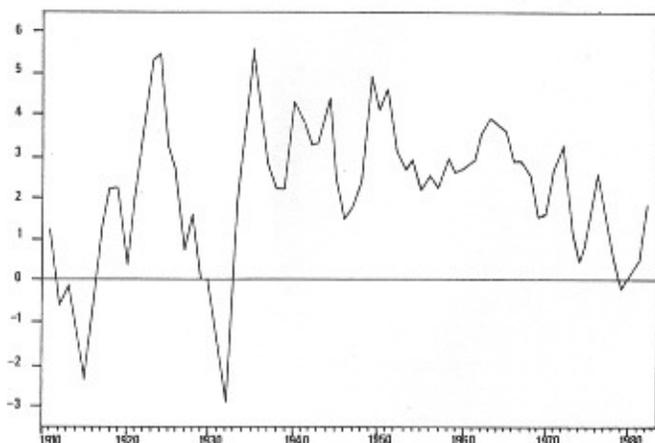
Le ralentissement des progrès de productivité observé depuis une vingtaine d'année donne lieu à controverses quant à sa date, son ampleur et sa configuration sectorielle. Alors que le taux de croissance moyen de la productivité horaire (graphique 1) oscillait depuis les années 1930 entre 3 et 4 % par an, il a, depuis le milieu des années 1960, accusé un fléchissement en deux étapes, la seconde faisant suite au choc pétrolier de 1973. Le redressement amorcé depuis le début de 1983 ne permet pas encore de conclure à un retournement de tendance, car il est très lié à la phase actuelle du cycle conjoncturel.

Une croissance soutenue de l'emploi a accompagné la décélération de la productivité dans l'ensemble de l'économie. Cela correspond, pour partie, à un changement dans l'importance relative des différents secteurs : les effectifs ont fortement augmenté dans le tertiaire qui, en 1983, représentent 56 % des salariés contre 47 % en 1965. Or le niveau de productivité est inférieur dans les services (graphique 2) de sorte que le gonflement de ces activités pèse sur la productivité de l'ensemble de l'économie. Qui plus est, la durée du travail s'est abaissée dans les services,

AUX ÉTATS-UNIS

PRODUCTIVITÉ HORAIRE AUX ÉTATS-UNIS

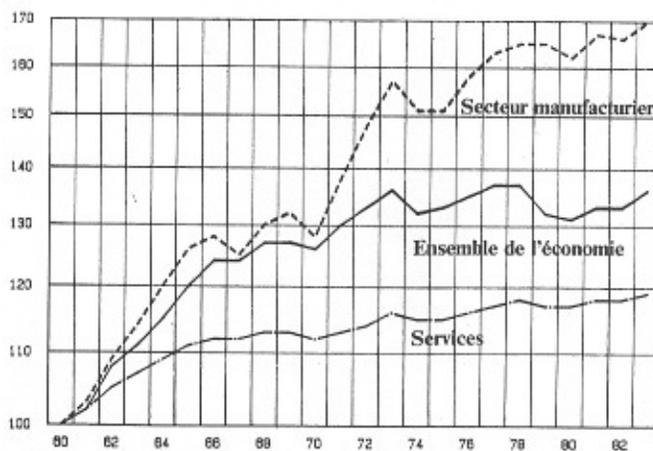
(taux de croissance annuel de 1910 à 1982 dans le secteur privé)



Source : Bureau of Labor Statistics

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL PAR TÊTE AUX ÉTATS-UNIS

1960 = 100



Source : OCDE

passant de 38 heures en 1965 à 35 en 1983, alors qu'elle est tendanciellement stable dans le secteur manufacturier (aux environs de 40 heures). De ce fait le progrès de la productivité par tête du travail s'est ralenti plus encore que celui de la productivité horaire.

Les mesures de politique économique prises ou suggérées pour enrayer ce ralentissement sont variées et parfois contradictoires, parce qu'elles se réclament de doctrines différentes. Pour les uns la productivité peut retrouver une croissance rapide si l'on ôte les obstacles qui lui sont opposés. Ainsi les économistes de l'offre, actuellement inspirateurs du pouvoir, ont-ils conduit à supprimer nombre de réglementations concernant la santé et la sécurité des travailleurs, la protection de l'environnement ou celle du consommateur, à soutenir massivement l'investissement par des voies fiscales et à accroître les financements publics de la recherche fondamentale. Pour les autres, néo-libéraux se rattachant plus ou moins au courant démocrate, une telle addition de mesures ponctuelles ne saurait résoudre un problème qui a des racines plus profondes : pour eux la croissance simultanée de l'économie et de la productivité ne pourra s'affermir sans augmentation de la demande finale et investissement dans le capital humain par un effort considérable de formation de la main-d'œuvre.

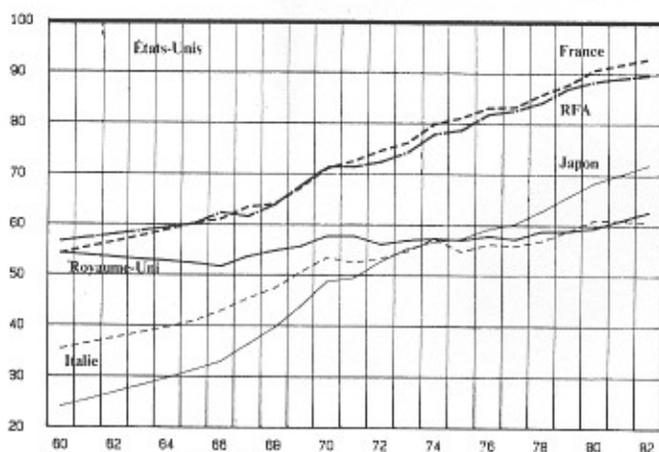
En Europe et au Japon

En Europe et au Japon les productivités demeurent, dans l'ensemble de l'économie, à des niveaux moindres qu'aux États-Unis, malgré le ralentissement plus tardif de leurs progrès (graphique 3). Dans la plupart des pays européens, un ralentissement léger et peu significatif n'apparaît, au plus tôt, qu'à la fin des années soixante et le Royaume-Uni enregistre même alors une accélération, ainsi que le Japon dans son secteur manufacturier. Ce n'est qu'après le premier choc pétrolier que la tendance à une décélération des gains de productivité est générale.

Quoiqu'il en soit, les performances de productivité sont très différentes selon les pays.

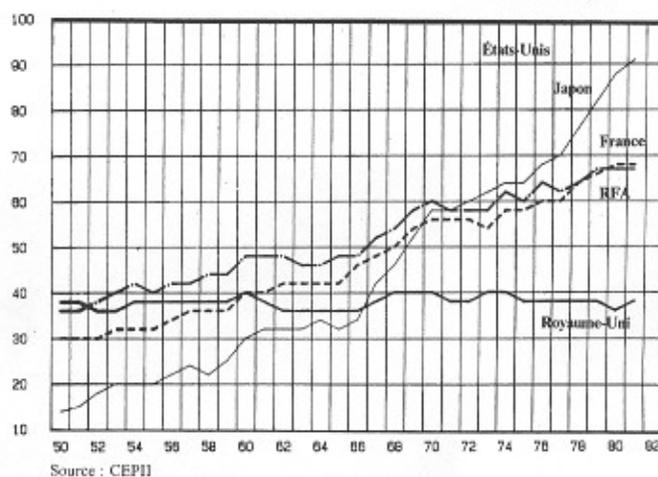
Japon et Royaume-Uni sont les deux extrêmes. Parmi les pays industriels le Japon, où la productivité était la plus basse en 1950 et encore en 1960 (- 70 % par rapport aux États-Unis), a réalisé les progrès les plus rapides, spécialement dans le secteur manufacturier où elle n'est plus en

NIVEAUX DE PRODUCTIVITÉ PAR TÊTE DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE PAR RAPPORT AUX ÉTATS-UNIS



Source : Bureau of Labor Statistics

NIVEAUX DE PRODUCTIVITÉ PAR TÊTE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE PAR RAPPORT AUX ÉTATS-UNIS



Source : CEPII

1981 que de 10 % inférieure à celle des États-Unis. A l'opposé au Royaume-Uni la productivité manufacturière est restée tout au long de la période à un niveau d'environ 60 % inférieur à celui des États-Unis (graphique 4).

Les cas de la France et de la RFA se ressemblent. Les productivités par tête y sont voisines durant toute la période observée, tant dans le secteur manufacturier que dans l'ensemble de l'économie, encore que les gains de productivité français soient légèrement supérieurs à ceux de la RFA. Leurs niveaux se rapprochent de ceux des États-Unis (- 45 % pour l'ensemble de l'économie en 1960 et - 10 % en 1982). Cela plus rapidement dans les activités non industrielles que dans le secteur manufacturier, contrairement au cas japonais.

Emploi et productivité

Il n'existe pas de relation simple entre productivité et emploi. Une faible croissance de celle-ci peut s'accompagner d'une augmentation des effectifs (cas des États-Unis) ou de leur baisse (cas du Royaume-Uni). Une vive croissance de la productivité peut être associée à une réduction de l'emploi (RFA) ou à sa progression (Japon). Mais le niveau de productivité ainsi que son évolution doivent toujours être pris en compte pour apprécier les potentialités de croissance de l'emploi face à la concurrence internationale. Les États-Unis disposaient au cours des décennies passées et disposent encore dans certains secteurs d'une « marge » de productivité ; le Japon s'en est constitué une, au détriment notamment de la RFA ; le Royaume-Uni a perdu celle qu'il avait autrefois.

Dans la course à la productivité, nombre d'obstacles doivent être levés : insuffisances de l'investissement en équipement et de la qualification de la main-d'œuvre, difficultés d'insertion du progrès technique dans les processus de production, interventions inadéquates de la puissance publique, tant réglementaires que financières. Supprimer de telles entraves est nécessaire, mais non suffisant. Encore faut-il que la demande globale croisse assez pour que toutes les capacités de production soient bien utilisées.

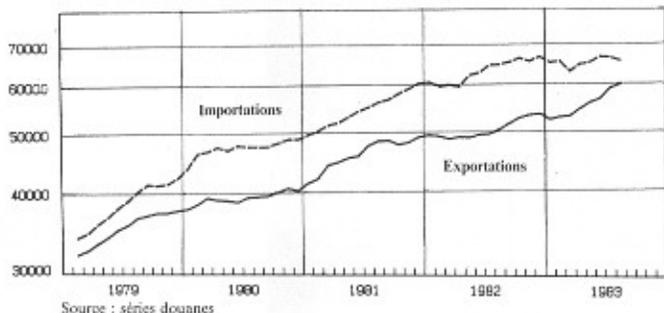
Sabine MATHIEU
Chargée d'études à l'OFCE

QUEL MIEUX POUR NOTRE COMMERCE EXTÉRIEUR ?

Avec un excédent fab-fab de 320 millions en septembre et un déficit de seulement 900 millions en octobre, notre commerce extérieur connaît une convalescence rapide. A la charnière des années 1982-1983, les importations anticipant la dévaluation du mois de mars, s'étaient fortement accrues, favorisant un surstockage, prélude à une contraction de nos achats. Depuis la fin du premier trimestre nos exportations sont en vigoureuse reprise, et uniquement grâce à l'amélioration de nos échanges avec les pays industriels à demande solvable.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE FAB-CAF non compris matériel militaire

Milliards de F courants - cvs - mm³



En neuf mois l'excédent cumulé du secteur agro-alimentaire atteint 15,5 milliards de francs, soit l'équivalent du solde total de 1982. Des livraisons céréalières à l'URSS sont venues opportunément gonfler cet été le flux d'exportations de ce secteur, qui représente 10 % de l'ensemble de nos ventes à l'étranger. Les échanges de biens d'équipement professionnel (25 % de nos exportations) dégagent depuis le 1^{er} janvier un excédent de 20 milliards de francs (13 milliards sur l'année 1982). Ils bénéficient en particulier de la relance des investissements en Allemagne fédérale, consécutive aux exonérations fiscales accordées en fin d'année dernière. Un solde positif, croissant depuis février, résulte de nos ventes de produits métallurgiques : actuellement, en moyenne mensuelle, plus d'un milliard de franc. Enfin les exportations de produits chimiques sont régulièrement excédentaires depuis mai, ce qui ne s'était pas vu sur une aussi longue période depuis deux ans.

Ces résultats positifs compensent les hésitations du secteur automobile, dont l'excédent mensuel moyen oscille actuellement autour de 300 millions de francs alors qu'il atteignait 1 milliard en 1981. Une faiblesse qui traduit une chute inquiétante des ventes sur des marchés européens pourtant soutenus.

Ce regain d'exportation s'oriente principalement vers les pays industrialisés. Au cours des trois premiers trimestres de l'année, nos exportations en volume se sont accrues par rapport à l'année 1982 en moyenne de 15 % vers les États-Unis (6 % du total de nos ventes), et de 4 % en direction des pays de la Communauté européenne (50 % de nos exportations). En ces mêmes mois nos ventes aux pays de l'OPEP régresaient de 11 % et celles au Quart monde demeuraient stables.

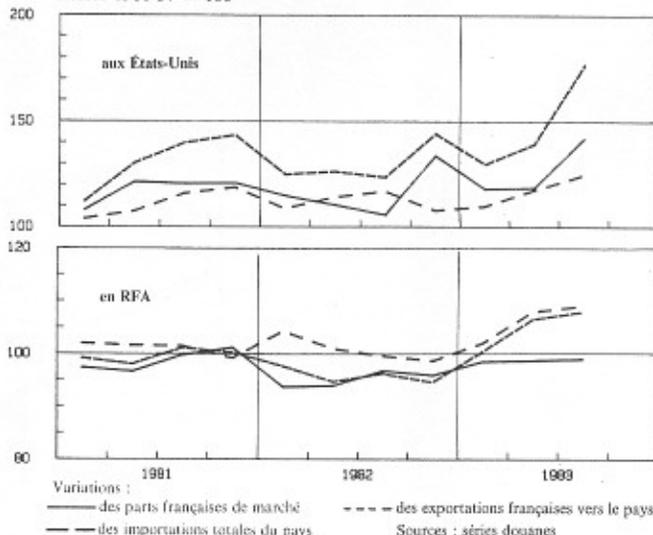
Quatre causes se sont conjuguées :

La demande mondiale. Chez certains de nos clients, les importations totales de produits manufacturés ont connu une rapide accélération en début d'année 1983. Ainsi celles de la République fédérale ont en volume augmenté de 5,4 % (moyenne mensuelle) depuis le 1^{er} janvier par rapport à 1982, celles des États-Unis de 4,8 %. Une évolution d'autant plus remarquable que s'accroissait la part des importations dans la demande finale de ces pays. Au total, la demande extérieure de produits manufacturés par nos partenaires s'est redressée de près de 2 % par rapport au creux du deuxième trimestre 1982.

La compétitivité française. Trois dévaluations du franc depuis 1981 et la hausse du dollar nous ont aidé à gagner des parts de marché tant dans l'ensemble du monde (+ 2,8 % au cours des trois premiers trimestres/moyenne 1982) que chez des partenaires difficiles, RFA + 3 % États-Unis + 8,5 %.

VARIATIONS DES PARTS FRANÇAISES DE MARCHÉ DE PRODUITS MANUFACTURÉS

Indice 1980 IV = 100

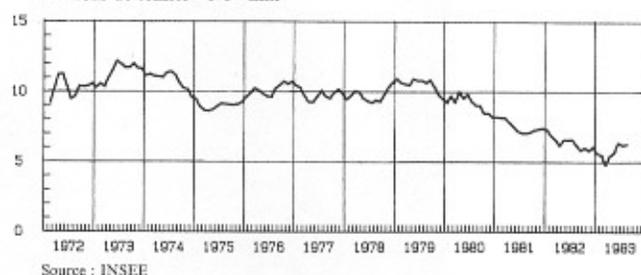


L'offre française. Les exportations sont actuellement pour nos industriels un débouché recherché face à une demande interne fortement contrainte. Depuis le début de l'année et par rapport à 1982, la consommation des ménages en produits industriels enregistre en effet une baisse en volume de plus de 2 % et les investissements en produits manufacturés de 1,4 %.

Le pétrole. Les importations de pétrole brut se stabilisent autour de 5 millions de tonnes. La réduction de nos activités économiques, l'absence de tension internationale sur les prix, la suppression de certains stocks obligatoires, expliquent tout à la fois cette évolution sage. De janvier à août 2,3 millions de tonnes de pétrole brut ont été déstockés, soit une économie de 4 milliards de francs. Si elle n'avait eu lieu, le déficit des neuf premiers mois, qui a été de 40 milliards, aurait néanmoins été très inférieur à celui des neuf premiers mois de 1982 (72 milliards).

IMPORTATIONS DE PÉTROLE BRUT EN FRANCE

Millions de tonnes - cvs - mm³



Le déficit annuel de 1982 a été de 92 milliards. Celui annoncé comme objectif pour 1983 était de 60 milliards. En fait il sera inférieur à 55 milliards. Cet heureux constat se nuance toutefois de deux inquiétudes : la progression de nos ventes vers les pays industrialisés est peut-être liée à un éphémère restockage ; la chute des « grands contrats » fait craindre une réduction prochaine des livraisons aux pays en voie de développement.

Daniel ROY
Chargé d'études à l'OFCE

FRANCE

La production effective de produits manufacturés demeure en hausse au troisième trimestre (+ 0,5 % en volume) et enregistre sur neuf mois une augmentation de 1,1 %. Cet été les enquêtes mensuelles dans l'industrie n'annonçaient pas cette évolution favorable, l'accroissement de la demande étrangère ayant été sous-estimé. Pour les mois à venir, l'enquête trimestrielle industrie (INSEE) anticipe une stabilisation de la demande extérieure à un haut niveau. La contraction prévisible de la demande interne, même faible, entraînerait alors un fléchissement de la production de produits manufacturés au quatrième trimestre, car il est peu vraisemblable que la part des importations sur le marché intérieur fléchisse à nouveau.

La consommation de produits manufacturés recule de 0,7 % au troisième trimestre 1983, ce qui correspond à une baisse de 2,1 % depuis le début de l'année par rapport à la moyenne 1982, faiblesse qu'enregistrent les industriels dans les enquêtes d'octobre (INSEE). Ce déclin épargne encore le secteur automobile. Avec 163 000 immatriculations (CVS) de voitures neuves, le mois d'octobre fait bonne figure et se situe dans la moyenne des neuf premiers mois de l'année (166 000). Mais il demeure très en deçà des hauts niveaux atteints à la fin de 1982 (180 000).

D'après les premières estimations, l'indice des prix aurait augmenté de 0,7 % en octobre et donc de 8,4 % depuis le début de l'année. Malgré la décélération de l'inflation (10 % l'an cvs au premier semestre, 7,5 % depuis juillet), le dépassement des 9 % en 1983 est inévitable. Le dérapage des prix des produits alimentaires et des services privés en est responsable. Au dernier trimestre le ralentissement de la hausse de l'indice global devrait cependant se poursuivre, car les industriels s'attendent à des hausses très faibles des prix à la production (0,4 % par mois, d'octobre à janvier) et les prix de 40 % des services privés ont été mis sous contrôle le 3 octobre dernier.

Selon les premiers résultats du Ministère des Affaires sociales, le taux de salaire horaire ouvrier s'est accru de 1,7 % du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre. Cela confirme l'estimation des industriels, interrogés en octobre, d'une progression des salaires en moyenne mensuelle de 0,6 % depuis juin. Le ralentissement du troisième trimestre (7,0 % en rythme annuel)

par rapport à 1982 (12,6 %) et au premier semestre 1983 (11,6 %) est net. L'opinion qualitative des industriels sur les salaires prévus est à un point particulièrement bas, laissant prévoir de très faibles augmentations dans les mois à venir.

Après une hausse régulière depuis la fin de 1982, les prix des matières premières se modèrent. L'indice de Hambourg exprimé en dollar - hors énergie - s'est encore accru de 2,3 % en septembre par rapport à une moyenne juillet-août. Mais ce sont les produits agricoles qui favorisent cette augmentation (+ 5,4 %) alors que les prix des produits industriels se stabilisent (+ 0,3 %). La France a bénéficié de ce ralentissement. En octobre les prix internationaux des matières premières importées exprimés en francs se sont repliés légèrement (- 2,4 %). Cela résulte de la stabilisation des cours mondiaux, mais aussi de la légère baisse du dollar intervenue alors par rapport à ses cours de septembre.

ETRANGER

Aux Etats-Unis la production industrielle a dépassé en octobre son précédent point haut (juillet 1981). Ce résultat est toutefois atteint grâce à une progression plus lente (0,8 %) que celle des mois précédents. Certes la croissance de la production de biens d'équipement s'accélère à nouveau. Mais celle de biens de consommation fléchit, notamment dans l'automobile, ainsi que celle de biens intermédiaires. En effet la reconstitution de stocks qui avait soutenu la demande à ces deux secteurs durant l'été s'est interrompue, le ratio stocks/ventes désormais atteint étant jugé adéquat, compte tenu des niveaux des taux d'intérêt.

Au Japon les résultats d'octobre du commerce extérieur confirment la tendance engagée depuis le début de l'année : une balance commerciale nettement excédentaire. Le solde mensuel des échanges est en effet - depuis quatre mois - supérieur à 2 milliards de dollars. Les exportations continuent leur redressement amorcé en début d'année, les Japonais étant les principaux bénéficiaires de la reprise aux Etats-Unis. Les importations restent stables, au bas niveau atteint en début d'année, les stocks n'ayant été, jusqu'à maintenant, que modérément reconstitués.

Au Royaume-Uni après révision des premières estimations, la production industrielle s'est accrue au troisième trimestre de 1,9 %, alors qu'elle avait été stable au deuxième. La production énergétique (qui intervient pour 26 % dans la production totale) a été en forte hausse (+ 3,3 %), du fait en particulier de l'exploitation de nouveaux gisements en mer du Nord. La production manufacturière a progressé de 1,3 % face à une demande intérieure soutenue.

Au Royaume-Uni la consommation des ménages s'est accrue d'environ 1 % au troisième trimestre par rapport au second, et le volume des ventes au détail en octobre est resté élevé, quoiqu'en retrait de 1,5 % par rapport à septembre, mois exceptionnellement fort, qui compensait la faiblesse des ventes de biens durables et semi-durables en août (les achats d'automobiles, non pris en compte dans l'indicateur, avaient alors été importants). Ainsi les ménages anglais continuent à s'endetter au moment où l'inflation reste inférieure à 5 % et où les taux d'intérêt ne semblent pas devoir baisser.

En République fédérale d'Allemagne le nombre des demandeurs d'emploi, malgré une légère détente en octobre (2,30 millions contre 2,34 millions en septembre, cvs), reste un sujet de préoccupation. Aussi le Bundestag vient-il d'adopter une mesure favorisant le retour au pays des chômeurs étrangers : ceux-ci pourront bénéficier d'une prime de 10 500 D.M., plus 1 500 par enfant les accompagnant. Le coût total de cette mesure est estimé à 220 millions de D.M. Rappelons qu'en 1973 les travailleurs étrangers constituaient 10,7 % de la population active, alors qu'à la fin de 1982 ils n'en étaient plus que 8 %.

En République fédérale d'Allemagne la Bundesbank prévoit, pour 1983 et 1984, une poursuite de l'amélioration des bénéfices des entreprises. Celle-ci pourrait impulser un mouvement durable d'investissement. Certes le volume des carnets de commande de biens d'équipement sur le marché intérieur reste pour l'instant déprimé (- 2,2 % au troisième trimestre par rapport au second). Mais l'enquête IFO de septembre auprès des chefs d'entreprise marque une très sensible amélioration des perspectives de production de biens d'équipement.

Rédaction :
Département des diagnostics

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques est chargé, sous la présidence de Jean-Marcel JEANNENEY, d'étudier, en toute indépendance, la conjoncture de l'économie française et son environnement extérieur.

Il publie une revue qui paraît désormais en janvier, avril, juillet et octobre et une lettre mensuelle le quatrième mercredi du mois, qui portent le même titre « Observations et Diagnostics Économiques » et sont éditées par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dans la revue et la lettre, les idées émises le sont librement par les économistes de l'OFCE. Elles peuvent s'opposer, le pluralisme des opinions étant un des principes de l'OFCE.

Tarif d'abonnement 1983		Lettre 10 n°/an	Revue 3 n°/an	Revue et Lettre
Les demandes d'abonnement doivent être adressées aux Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07 avec un chèque bancaire ou postal à leur ordre.	Tarif normal (institutions/entreprises)	125 F	220 F	300 F
	Tarif réduit (particuliers)	60 F	140 F	180 F
	Prix du numéro	10 F	60 F	